



**Maison de l'Emploi
et de la Formation**
du Pays de la Région Mulhousienne

Octobre 2013



SPECIALISATION DES TERRITOIRES ET DYNAMIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

Suite de l'édition de décembre 2012, intitulée :
« Localisation des activités et
spécialisation des territoires »

RÉDUIRE
les frictions salariales et sociales
à l'accès à l'emploi

ACCUEILLIR
et accompagner des personnes
à la recherche d'un emploi

DÉVELOPPER
une stratégie partagée

ANIMER
la gestion territoriale des emplois
et des compétences

CONTRIBUER
au développement local



SOMMAIRE

INTRODUCTION	04
1. Quelles dynamiques socio-économiques pour les cantons haut-rhinois ?	05
Des territoires contrastés	05
Les cantons aux plus faibles dynamiques	
Les cantons aux faibles dynamiques	
Les cantons aux dynamiques positives	
Les cantons aux plus fortes dynamiques	
Les ressorts du dynamisme	06
L'importance de la nature du tissu économique	
Le rôle négatif de la spécialisation	
Le rôle positif de la démographie	
2. Comment se présente le territoire aujourd'hui ?	08
Deux clivages au sein du département	08
Un clivage villes/périphéries	
Un clivage est/ouest	
Portrait des cantons	09
Les 7 cantons en très bonne situation	
Les 8 cantons en bonne situation	
Les 9 cantons en situation délicate	
Les 5 cantons en situation difficile	
Quand la spécialisation économique rejoint la spécialisation sociale	
3. Quels sont les territoires les plus préoccupants aujourd'hui ?	11
4. Que retenir de cette étude des dynamiques territoriales ?	13
Une recomposition économique et sociale est à l'œuvre sur certains territoires	
Les territoires à dominante industrielle ne sont pas condamnés, mais il ne faut pas s'enfermer dans la mono-culture	
Mixité économique et mixité sociale sont des objectifs conjoints	
Trois façons de penser les relations entre territoires	
Annexes	15
Notes	17

INTRODUCTION

Après avoir analysé la localisation des activités (voir encadré) et son évolution dans le Sud Alsace, il s'agissait de voir si des hypothèses convaincantes pouvaient être formulées quant aux liens entre évolutions des activités et situation socio-économique des territoires.

Dans un premier temps, il s'agissait de faire apparaître les dynamiques socio-économiques qui traversent le territoire du Sud Alsace sur la période 1999/2008.

Trois grands types de territoires ressortent. Ces différences peuvent s'expliquer notamment par l'évolution du stock d'établissements, corrélée avec la création d'emplois ; par l'évolution démographique et enfin par la nature du tissu économique. De ce point de vue, l'étude conforte largement le constat classique que plus un territoire est spécialisé, plus le risque d'avoir de faibles dynamiques socio-économiques est fort. Ce qui pose bien sûr la question du maintien d'une certaine mixité des activités dans les différents territoires.

Dans un second temps, la situation socio-économique présente a été étudiée dans le but là aussi de construire une typologie des territoires.

Ceux-ci s'organisent autour d'un clivage ouest/est et d'un clivage entre les principales agglomérations et les autres villes ou communes. Les territoires de l'ouest du Haut-Rhin connaissent une situation beaucoup plus délicate voire difficile que ceux de l'est. Colmar et l'agglomération de Mulhouse figurent parmi les territoires les plus en difficulté. Là encore il s'agit d'un constat classique : les grandes villes concentrant l'emploi, elles attirent une population en recherche d'emploi, aux faibles revenus et bas niveaux de qualification.

La situation socio-économique des territoires s'explique en partie par la nature des activités qui y sont présentes mais surtout, là encore, par le degré de spécialisation des territoires.

Etre fortement spécialisé dans l'industrie rime souvent avec situation difficile. Une forte présence du commerce est plutôt corrélée avec une situation favorable. Néanmoins, une bonne partie des territoires en situation favorable présente plutôt un mix équilibré entre industrie et commerce.

Par ailleurs, l'analyse montre encore qu'avoir une part importante d'activités commerciales ne met pas à l'abri d'une situation sociale délicate. Ce qui a conduit à rechercher d'autres facteurs explicatifs de la situation que connaissent les territoires. L'analyse tend alors à montrer que la spécialisation sociale des territoires est

Elargir l'analyse territoriale

Comprendre comment le territoire de la région mulhousienne s'articule avec les autres composants du Sud Alsace constitue un des axes de travail de la MEF et de l'AURM. Cette volonté d'élargir l'analyse territoriale s'appuie sur le fait qu'un territoire donné ne vit jamais «en apesanteur». Comprendre ses dynamiques suppose que l'on analyse la manière dont il interagit avec d'autres territoires, notamment ceux qui lui sont proches.

C'est pourquoi, en 2012, une première étude, de nature exploratoire, intitulée «localisation des activités et spécialisation des territoires», se proposait d'analyser la manière dont la structure des activités économiques s'est recomposée, de 2004 à 2011, à l'échelle du Sud Alsace.

Ce travail exploratoire s'est poursuivi en 2013, avec cette présente étude qui se focalise sur des données socio-économiques, à l'échelle du Haut-Rhin cette fois. Il s'agit de comprendre comment le tissu social a évolué et nous verrons que ces évolutions entretiennent un lien fort avec la façon dont les activités se spécialisent dans les différents territoires.

En 2014, un travail plus systématique sera réalisé dans le cadre de l'actualisation du diagnostic territorial qui se donnera pour objectif de situer les dynamiques économiques et sociales de la région mulhousienne dans l'ensemble du Sud Alsace.

aussi «responsable» de leur spécialisation économique. L'objectif de maintenir une certaine mixité des activités ne va donc pas sans maintien d'une relative mixité sociale. Ce qui renvoie à des questions d'aménagement du territoire, question politique s'il en est puisqu'il s'agit d'abord de savoir si les territoires souhaitent s'en tenir à un entre soi qui les fragilise à terme, ou s'ils veulent définir un avenir commun.

Dans un troisième et dernier temps, les dynamiques et les situations présentes des territoires ont été croisées. Cela permet de repérer assez précisément des territoires qui demandent une attention soutenue, du fait notamment d'une situation présente difficile et de la faiblesse de leur dynamique. Mais même les territoires présentant une bonne dynamique et une bonne situation ont leur fragilité, du fait notamment du découplage entre lieux de production de richesse et lieux de consommation, ces derniers étant dépendants des premiers, ce qui devrait inciter à poser la question de leur solidarité.

1. Quelles dynamiques socio-économiques pour les cantons haut-rhinois ?

DES TERRITOIRES CONTRASTES

Dans un premier temps, une méthode de «scoring»⁽¹⁾ a permis de mesurer les dynamiques socio-économiques à l'œuvre dans les 29 cantons² du Haut-Rhin, entre 1999 et 2008.

5 indicateurs, disponibles pour les deux recensements, ont été retenus :

- Evolution de la part des CSP +
- Evolution de la part des Cadres des Fonctions Métropolitaines (CFM)
- Evolution de la part des personnes sans diplôme
- Evolution de la part des Bac et +
- Evolution de la part des chômeurs dans la population active.

Tableau de synthèse n°1, page 15

Ce travail permet de mettre en lumière quatre types de territoires, selon que leur dynamique est plus au moins forte. La carte ci-contre fait ressortir que :

Les cantons qui connaissent les plus faibles dynamiques socio-économiques sont de trois types.

Il s'agit :

- des territoires urbains de Colmar et de Mulhouse ;
- des vallées vosgiennes (Saint-Amarin, Thann et Guebwiller) ;
- des cantons limitrophes de Mulhouse : Illzach, Witttenheim, Habsheim.

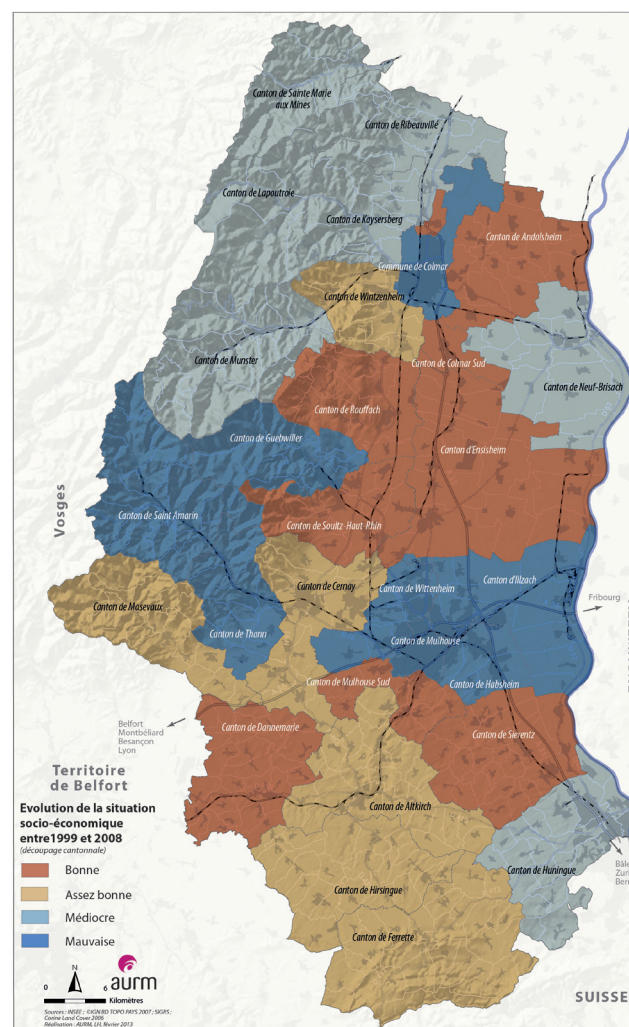
Ces territoires sont tous aux prises avec la transformation structurelle de l'économie du Haut-Rhin, qui voit notamment les tissus économiques se recomposer.

Le nord ouest du département est composé de cantons aux faibles dynamiques socio-économiques.

Il s'agit là encore essentiellement de cantons situés dans les vallées vosgiennes, auxquels il faut ajouter les cantons de Huningue et de Neuf-Brisach.

Note : les chiffres en exposant et entre parenthèses renvoient aux notes page 17 et suivantes

Les dynamiques socio-économiques entre 1999 et 2008



Les cantons aux dynamiques socio-économiques positives se situent pour l'essentiel au sud-ouest du département.

A remarquer que la vallée de Masevaux fait partie de ces cantons, ce qui s'explique sans doute par le fait que son économie s'est très tôt restructurée, contrairement aux autres vallées, et que l'entrée de vallée est dynamique, tant du point de vue de l'implantation d'entreprises qu'au plan démographique.

Les cantons aux plus fortes dynamiques socio-économiques se situent dans le fossé rhénan, à l'est et au sud de Colmar et au sud de la région mulhousienne.

D'une manière plus synthétique, trois grands ensembles apparaissent.

Au nord-ouest, des cantons aux dynamiques socio-économiques relativement faibles.

Une « banane » ouest/est allant du canton de Saint-Amarin à celui d'Illzach qui regroupe les territoires les moins dynamiques.

Cette « banane » coupe en deux, sur un axe nord/sud, des territoires aux dynamiques fortes et très fortes.

LES RESSORTS DU DYNAMISME

Dans un second temps, nous avons tenté de comprendre ce qui alimentait cette dynamique (ou ce manque de dynamisme) socio-économique. Parmi l'ensemble des hypothèses testées³, trois grands points ressortent.

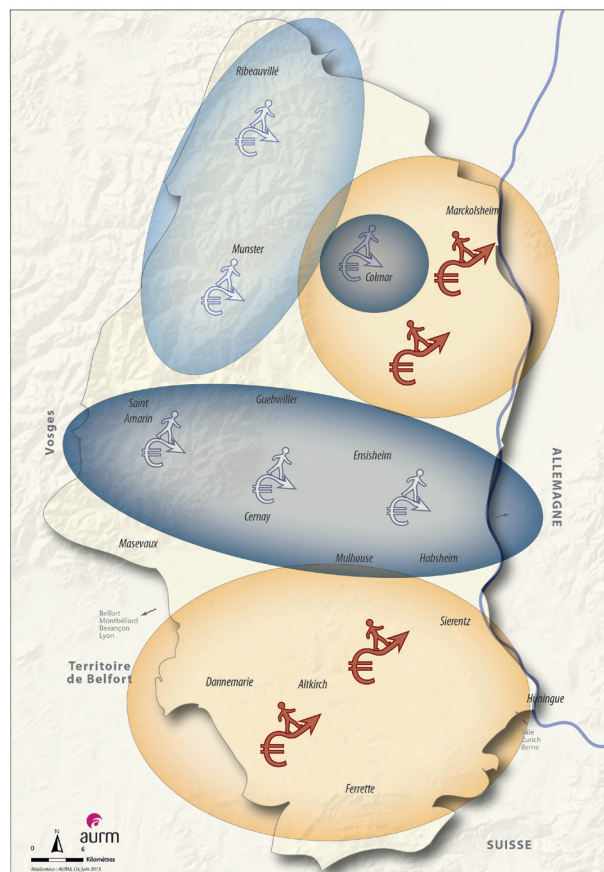
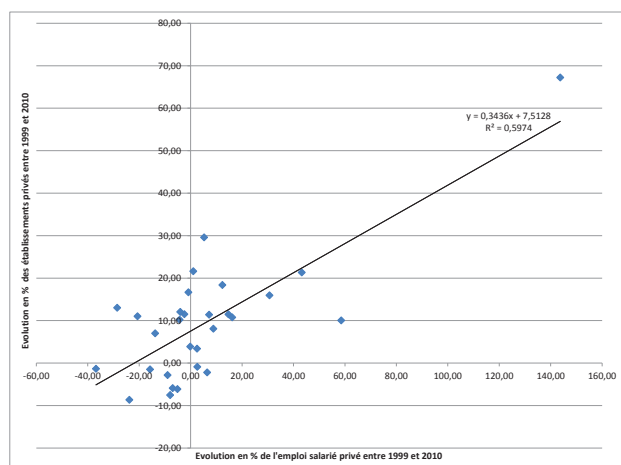
Il n'y a pas de dynamisme socio-économique sans une évolution positive du stock d'établissements⁴.

Aucun canton connaissant de fortes ou très fortes dynamiques socio-économiques n'a vu son stock d'établissements baisser de manière significative. Sur les 14 cantons concernés, 10 l'ont vu croître « dans la moyenne » et 4 l'ont vu progresser bien au-delà de la moyenne.

A l'inverse, aucun canton connaissant de faibles ou très faibles dynamiques socio-économiques n'a vu son stock d'établissements croître significativement. 6 sur 15 sont dans la moyenne et 9 ont connu des évolutions nettement plus défavorables que la moyenne.

La création ou l'implantation d'établissements entraîne la création d'emplois et alimente le dynamisme socio-économique⁵.

L'explication est donc simple : évolution du stock d'établissements et évolution de l'emploi sont liées comme l'indique le graphique ci-dessous.



Cette carte représente très schématiquement les trois ensembles territoriaux qui présentent des dynamiques fondamentalement différentes.

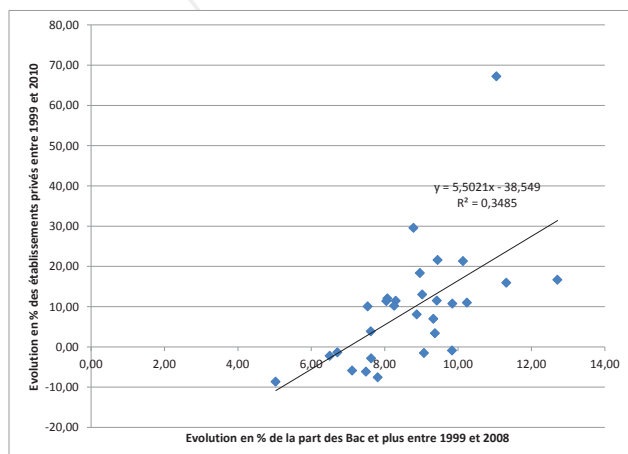
Sur les 14 cantons connaissant des dynamiques fortes ou très fortes, 9 ont une évolution de l'emploi salarié privé dans la moyenne et 3 ont vu progresser l'emploi au-delà de la moyenne.

Les dynamiques faibles, voire très faibles (15 cantons), ne s'accompagnent qu'une seule fois de dynamiques positives de création d'emploi. Par contre 4 cantons ont des dynamiques d'emploi inférieures à la moyenne.

On retiendra donc logiquement que les dynamiques socio-économiques sont liées aux évolutions du stock d'établissements et aux évolutions de l'emploi.

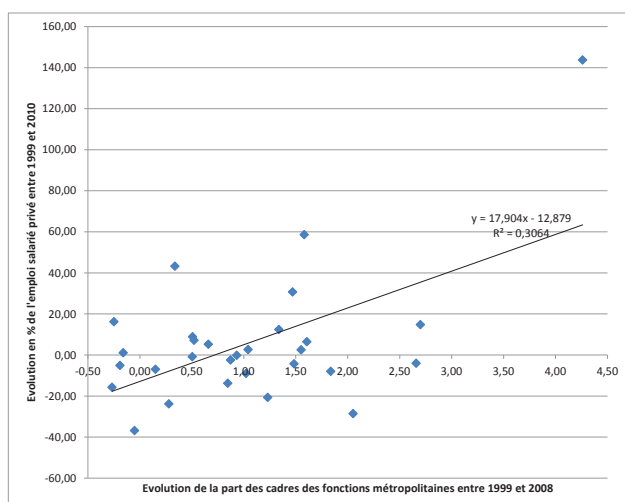
Ce qui pose pour le moins la question de l'attrait de nouvelles entreprises et des dispositifs d'appui aux créateurs d'entreprises pour que leur activité perdure et se développe.

La croissance du stock d'établissements est également liée à l'évolution « qualitative » de la population. Il existe par exemple une corrélation entre l'évolution du stock d'établissements et la part des personnes ayant au moins le Bac.



Là où l'évolution du stock d'établissements est faible, est également faible la progression des diplômés Bac et plus. **Tout se passe comme si le renouvellement du tissu économique ou l'adjonction de nouveaux établissements s'accompagnait d'une croissance du niveau d'exigence en matière de formation.**

Ce qui se vérifie d'une autre manière, grâce au lien entre la part des cadres des fonctions métropolitaines et l'évolution de l'emploi salarié.



Les cantons où l'emploi progresse le plus sont aussi ceux où la part des cadres augmente le plus.

Cependant, ces liens ne peuvent à eux seuls expliquer la spécificité des territoires. Par exemple, les 19 cantons qui sont, en termes d'emploi, dans la moyenne, se partagent presque à part égale entre dynamique socio-économique favorable/défavorable. Ou encore parmi ceux qui connaissent une très forte dynamique socio-économique, figurent deux cantons aux dynamiques d'emplois défavorables. A l'inverse, un canton en situation socio-économique très défavorable connaît une forte progression de l'emploi.

L'importance de la nature du tissu économique

Un lien entre la nature du tissu économique et les dynamiques socio-économiques peut être relevé.

Parmi les 14 cantons qui connaissent une dynamique forte ou très forte, 11 ont vu le poids des activités industrielles évoluer dans la normale. Deux (Altkirch et Colmar sud) l'ont vu baisser plus que la normale et Sierentz l'a vu croître au-delà de la normale, mais il faut préciser que le poids de l'industrie y était très faible (9%) en 2000.

Parmi les 15 cantons dont les évolutions sont peu favorables, il n'y en a que 7 où le poids de l'industrie a évolué dans la normale. 5 ont vu le poids de l'industrie baisser bien au-delà de la normale. Il s'agit de Habsheim, Saint-Amarin, Ribeauvillé, Saint-Marie-aux-Mines et Guebwiller. Les quatre premiers ont ceci en commun que l'industrie représentait, en 2000, de 50 à 75% des effectifs salariés. Autrement dit, nous avons affaire à des territoires où l'économie était très spécialisée et qui ne disposaient probablement pas des ressources (compétences, culture...) nécessaires pour rebondir.

Le rôle négatif de la spécialisation

Le degré de spécialisation de l'économie est lié aux évolutions qu'ont connues les territoires. Plus le tissu est spécialisé, plus les dynamiques socio-économiques sont faibles.

Les cantons qui ont connu les évolutions les plus négatives avaient **tous**, en 2000, un tissu économique spécialisé. Dans l'industrie comme nous venons de le voir, mais aussi dans les services (Colmar ville, Mulhouse ville, Guebwiller) ou le commerce (Wittenheim).

Parmi les 14 cantons ayant connu une évolution favorable ou très favorable, 7 avaient un tissu économique équilibré entre industrie, commerce et services.

Le rôle positif de la démographie

L'évolution de l'emploi et des établissements n'expliquent pas à eux seuls la situation socio-économique des territoires. S'y ajoute au moins la situation démographique⁶.

Sur les 14 cantons en situation socio-économique favorable ou très favorable, 4 ont une croissance de la population supérieure à la moyenne. Il n'y a aucun canton en situation défavorable dans ce cas. A l'inverse, parmi les premiers, seul 1 canton connaît une évolution de la population inférieure à la moyenne, ils sont 3 dans ce cas parmi les seconds.

C'est un constat empirique récurrent : les dynamiques démographiques positives, surtout quand elles sont alimentées par des migrations, jouent un rôle positif sur le dynamisme des territoires. Il n'y a pas d'explication « théorique » très convaincante à l'appui de ce constat. Les spécialistes mettent en avant le fait que les populations les plus mobiles sont souvent les plus diplômées, porteuses d'aspirations différentes, ce qui participe au

renouvellement social, politique et économique des territoires.

Au final, et même si cela pourra sembler évident, une stratégie de développement économique semble devoir s'appuyer sur 4 piliers :

- l'attrait d'établissements ;
- l'appui à la création d'établissements ;
- la diversification du tissu économique ;
- la mise en œuvre des mesures visant à accroître l'attractivité résidentielle du territoire.

Il ne s'agit pas tant de capter des revenus extérieurs que d'attirer une population nouvelle, porteuse de nouvelles demandes et capables d'insuffler des nouvelles dynamiques territoriales.

2. Comment se présente le territoire aujourd'hui ?

DEUX CLIVAGES AU SEIN DU DEPARTEMENT

Pour établir un état des lieux actuel des territoires, nous avons, comme précédemment, établi un « scoring ». (Tableau n°2 en annexes page 16) à partir des données du recensement de 2008.

7 indicateurs ont été retenus dans le recensement de la population :

- part des CSP+
- part des foyers fiscaux
- part des cadres des fonctions métropolitaines (CFM)
- part des sans diplôme
- part des diplômés Bac et +
- part des chômeurs
- et enfin taux d'activité.

A l'aide de ces 7 indicateurs il est possible de regrouper les cantons suivant que leur situation présente est des plus favorables ou des plus défavorables.

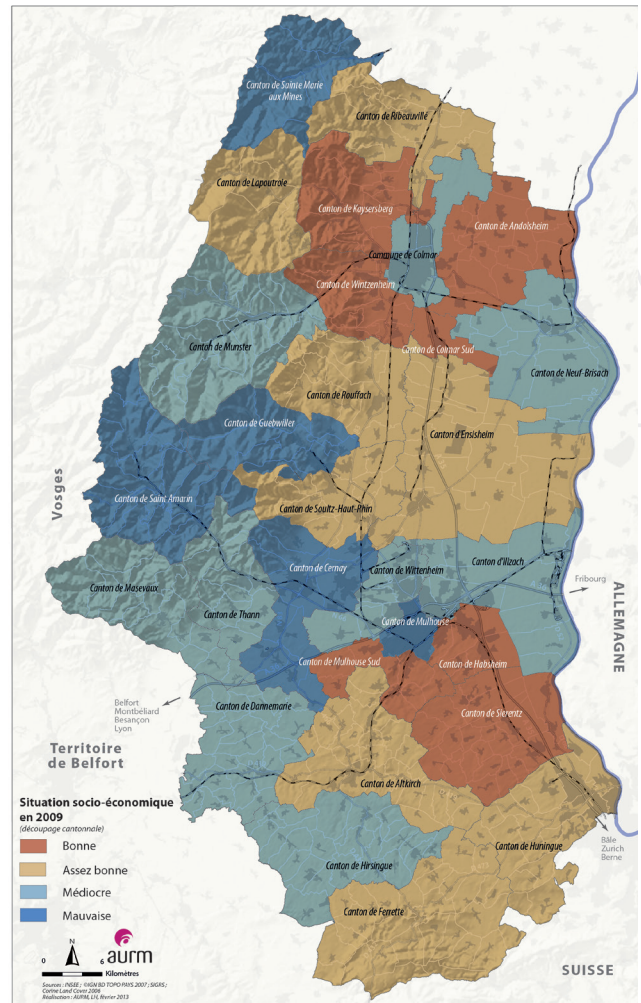
Un clivage villes/périphéries

Les sept cantons qui présentent la meilleure situation sociale sont tous en périphérie de Colmar et de Mulhouse.

La ville de Colmar est pratiquement ceinturée par des cantons qui présentent un profil socio-économique préférable : haut taux de cadres et CFM, plus de foyers fiscaux imposables, plus de diplômés, etc. Cela est moins vrai pour Mulhouse. Les cantons les mieux positionnés ne sont que 3, situés au sud-est de la ville. C'est-à-dire sur l'axe Mulhouse/Bâle où résident de nombreux cadres des entreprises bâloises.

Si l'on ajoute les six cantons qui, sans être remarquables, sont dans la moyenne haute, on aboutit au constat de

La situation socio-économique des cantons



deux ensembles qui présentent une situation favorable, situés au nord-est et au sud-est du département.

Les villes de Colmar et de Mulhouse sont quant à elles en situation défavorable.

C'est un constat classique : les villes concentrant une bonne partie de l'emploi local (à peu près 50% pour Mulhouse), continuent d'attirer à elles des personnes en recherche d'emploi. Un taux important de logement social et des structures d'accompagnement les rendent attractives pour ces publics.

Un clivage est/ouest

Tous les cantons de la façade ouest, sauf Lapoutroie, sont en situation défavorable.

Cette situation s'explique par le fait que les activités économiques ont déserté les vallées vosgiennes. La situation est particulièrement difficile dans les cantons de Sainte-Marie-aux-Mines, de Saint-Amarin, de Guebwiller et de Cernay.

PORTRAIT DES CANTONS

Portrait des 7 cantons en très bonne situation socio-économique ^(7 à 10).

Ces 7 cantons ont pour caractéristique principale d'avoir une part de commerce sur-représentée (pour 4) ou dans la moyenne (3). Aucun ne voit ses activités commerciales sous-représentées.

Concomitamment, aucun de ces cantons n'a une part supérieure à la moyenne d'industries. Elles sont souvent sous représentées (4) ou dans la moyenne. Le poids du secteur de la construction est indifférent. Ce secteur peut être aussi bien sur que sous-représenté. La place des services est plus originale : ils sont soit sous-représentés, soit sur-représentés, et beaucoup plus rarement dans la moyenne. Cela peut s'expliquer par le fait que dans les communes en très bonne situation, les besoins en services non marchands (action sociale par exemple) sont moindres, d'où un poids global des services plus faible.

Au final, la caractéristique centrale des cantons en situation socio-économique très favorable semble être le plus faible poids de l'industrie et au contraire le poids plus fort du commerce.

Portrait des 8 cantons en bonne situation socio-économique.

Etre en bonne santé ne signifie pas pour autant ne pas avoir d'industrie. Au contraire. Dans aucun canton en bonne situation, les activités industrielles ne sont sous-représentées. Il n'y a cependant qu'un canton dans lequel elles sont sur-représentées (Rouffach). La règle générale est d'avoir des industries « dans la moyenne ». De la même manière, dans deux cantons, les activités commerciales sont sous-représentées, mais dans les 6 autres, la part du commerce est « dans la moyenne ». Il en va de même avec les services où 7 des 8 cantons voient leur poids conforme à la moyenne. Le poids du secteur de la construction est indifférent.

Pour conclure, la caractéristique centrale des cantons en bonne situation semble d'avoir une répartition équilibrée des activités : de l'industrie, du commerce et des services, sans sur ou sous-représentation marquée d'une activité.

Portrait des 9 cantons en situation socio-économique délicate.

Avoir une part importante d'activités commerciales ne suffit pas à faire la santé économique d'un territoire. Pour preuve, parmi les 9 cantons en situation délicate, 6 ont des commerces dans la moyenne et 1 a même un poids supérieur d'activités commerciales (Wittenheim). Cela s'explique sans doute par le fait que le commerce (et

surtout le commerce de détail) est un secteur qui emploie du personnel encore relativement peu qualifié, avec de faibles revenus, d'autant qu'on y trouve quelquefois des taux importants de contrats à durée déterminée. Si un territoire combine fort poids du commerce et faible poids de l'industrie (c'est le cas de Wittenheim) alors il a beaucoup de chances de figurer dans cette catégorie. Mais le cas le plus fréquent est celui de cantons qui voient leurs activités industrielles sur-représentées.

Le fait d'avoir plus ou moins de services ou d'entreprises du secteur de la construction ne semble pas lié au fait d'être en situation délicate.

En général donc, les cantons en situation délicate sont plutôt spécialisés, soit dans le commerce, soit dans l'industrie.

Portrait des 5 cantons en situation socio-économique difficile.

De la même manière, le poids de l'activité industrielle n'entretient pas de lien direct avec le fait d'être en situation difficile. Par exemple, seul le canton de Sainte-Marie-aux-Mines connaît une forte sur-représentation de l'industrie. Deux autres cantons de cette catégorie ont au contraire une industrie inférieure à la moyenne. Il s'agit de Mulhouse ville et du canton de Guebwiller. Les deux cantons restants sont, au plan de la présence de l'industrie, « dans la moyenne ». Ils sont tous deux par contre très spécialisés dans les services.

Ces constats doivent inciter à réfléchir aux orientations que prend le développement des territoires.

Le chapitre précédant a montré que les évolutions socio-économiques pouvaient être corrélées avec la plus ou moins forte spécialisation des territoires. Ce lien se retrouve donc entre la situation socio-économique actuelle et le poids relatif des différentes activités.

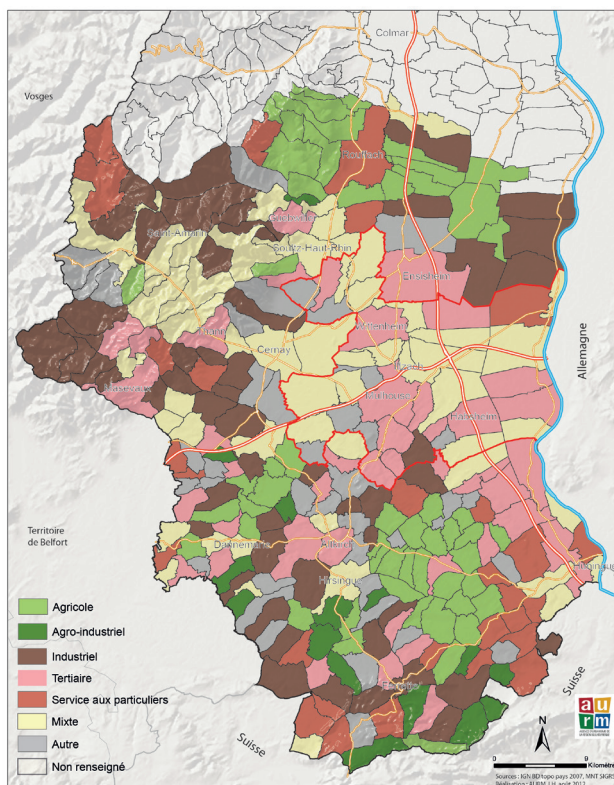
Il faut donc s'alarmer de la tendance à la spécialisation des territoires qui ressort d'une précédente étude MEF/AURM (extrait page suivante).

Pour résumer, trois points méritent l'attention.

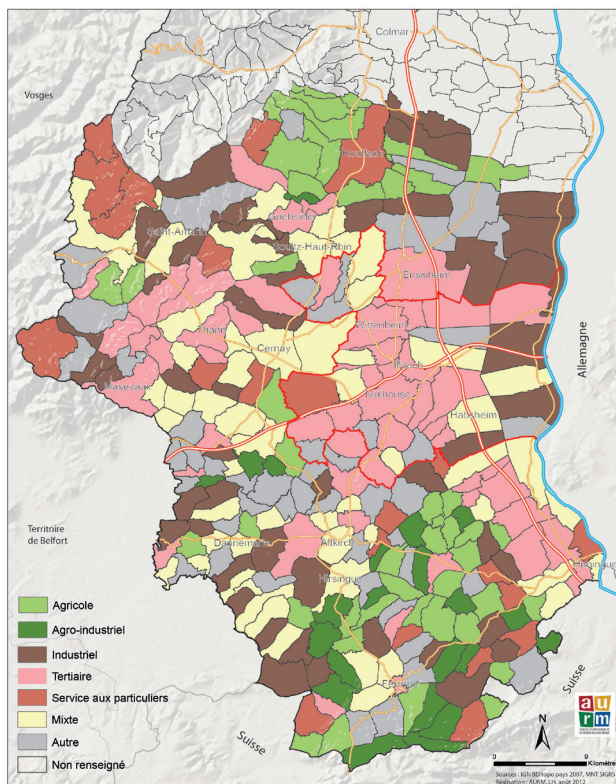
D'une part, il est possible d'avancer que si les cantons en meilleure situation socio-économique ont une économie qui repose plus sur le commerce et moins sur l'industrie, avoir un tissu industriel ne condamne pas les territoires. Sur les 15 cantons en situation bonne et très bonne, 10 ont une activité industrielle conforme à la moyenne.

D'autre part, les 8 cantons en bonne situation socio-économique présentent des tissus assez diversifiés avec un mix équilibré entre industrie, commerce, services et construction.

La nature du tissu économique en 2004



La nature du tissu économique en 2011



Une illustration de la spécialisation des territoires

L'une des originalités du travail conduit en 2012 consistait à mesurer les évolutions du tissu économique entre 2004 et 2011. Ont été pris en compte non les emplois mais les établissements et la nature de leurs activités. L'échelle est ici le Sud Alsace et les données ont été travaillées à l'échelle communale.

Coup de projecteur sur quelques territoires

Dans la vallée de la Thur (ce qui correspond à peu près au canton de Saint-Amarin) et la vallée de Guebwiller, les communes au profil industriel sont moins nombreuses en 2011 qu'en 2004, mais les communes aux activités mixtes sont aussi en nombre plus réduit. Ce n'est peut-être pas un hasard si ces deux cantons ont connu de faibles évolutions et sont dans une situation difficile aujourd'hui.

La vallée de Masevaux a également connu une réduction de l'industrie mais la mixité des activités a crû dans le piémont du canton.

Au sud-est (cantons de Dannemarie et Hirsingue), la mixité des activités a progressé et si ces territoires sont actuellement en situation difficile, ils s'inscrivent dans des dynamiques socio-économiques favorables.

Au sud (Cantons de Ferrette, Altkirch), la situation est particulière puisque prédominent les activités agricoles. Ces communes du Sundgau ont un caractère résidentiel marqué ; elles sont attractives pour des hauts revenus travaillant en Suisse. Ce qui peut être mis en relation avec le fait qu'elles connaissent de fortes dynamiques et une bonne situation socio-économique. Ces cantons ont un profil proche de celui des communes limitrophes de Colmar.

Concernant la région de Mulhouse, (cantons de Wittenheim, Habsheim, Illzach) une forte réduction de la mixité des activités est à noter. Les communes concernées ont un profil de plus en plus « serviciel » alors que les communes de la Bande Rhénane voient leur caractère industriel se renforcer. Là encore, le constat peut être fait d'une spécialisation accrue, mais aussi d'une dynamique et d'une situation socio-économique fragiles.

Ces deux cartes sont extraites de « Localisation des activités et spécialisation des territoires », étude réalisée par l'AURM pour la MEF de Mulhouse, décembre 2012.

Cela pourra paraître pour une évidence mais la clef de l'équilibre socio-économique semble aller de pair avec une économie équilibrée, mêlant industrie, commerce et services.

A retenir cependant que le poids des services et de la construction ne semble entretenir que des liens faibles avec la situation socio-économique des territoires.

Troisièmement, il apparaît que pour les 14 cantons en situation délicate et difficile, 9 ont des activités commerciales dans la moyenne et 5 des activités industrielles dans la moyenne, ce qui ne les empêche pas de connaître des difficultés.

Quand la spécialisation économique rejoint la spécialisation sociale des territoires

Le lien entre la nature du tissu économique et la situation socio-économique des territoires ne suffit pas à expliquer la situation que connaissent les territoires. Cela nous a conduit à rechercher les corrélations entre les différentes variables descriptives de la situation socio-économique¹¹.

Il en ressort que la situation socio-économique des cantons relève au moins autant de la spatialisation des populations que de la nature de leur tissu économique.

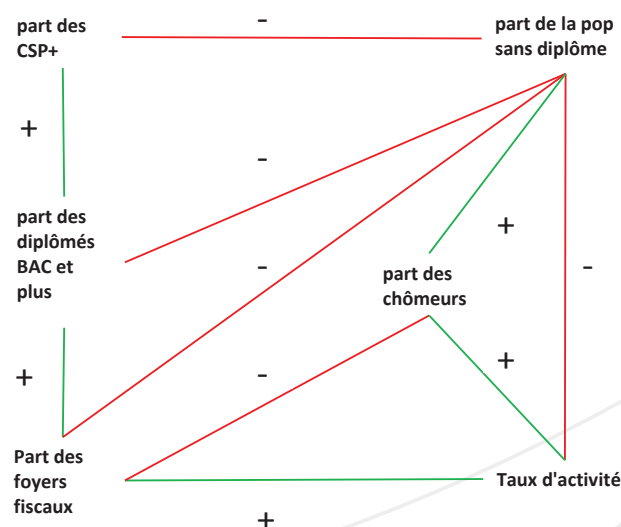
La démonstration peut être faite en deux temps.

Le premier consiste à repartir du constat que les cantons en situation la plus favorable tendent à avoir un tissu commercial davantage développé et un tissu industriel plus réduit. Qu'est-ce qui autorise ce développement commercial ? Le fait qu'une population relativement aisée habite ces cantons. Leur pouvoir d'achat autorise le développement du commerce. Tous les cantons concernés, Kaysersberg excepté, ont des parts de foyers fiscaux largement supérieures à la moyenne.

Ce qui nous amène au second temps de la démonstration. La répartition de la population sur le territoire départemental n'est pas aléatoire.

La répartition spatiale de la population ne relève en rien du hasard. La logique à l'œuvre est de type ségrégative : d'un côté, on trouve des catégories sociales dites supérieures, qui comptent en leur rang une large part de diplômés en activité. De l'autre, une population sans diplôme et dont une bonne partie est au chômage. Naturellement, le niveau de richesse du territoire varie selon les cas.

Ce constat pose, de façon évidente la question de la solidarité entre ces différents territoires. Au-delà, la stratégie doit viser non seulement à éviter une trop forte spécialisation des activités mais aussi à éviter une trop forte spécialisation sociale des territoires. Mixité économique et mixité sociale devraient constituer les deux mots clefs des politiques locales pour éviter la dualisation des territoires.



Ce schéma a été établi à partir des corrélations constatées entre variables. Les signes «+» et «-» renvoient à des relations d'affinité ou d'exclusion entre variables. Ainsi, lorsque la part des sans diplôme est significativement supérieure à la normale, la part des CSP+ est significativement inférieure à la normale.

3. Quels sont les territoires les plus préoccupants aujourd'hui ?

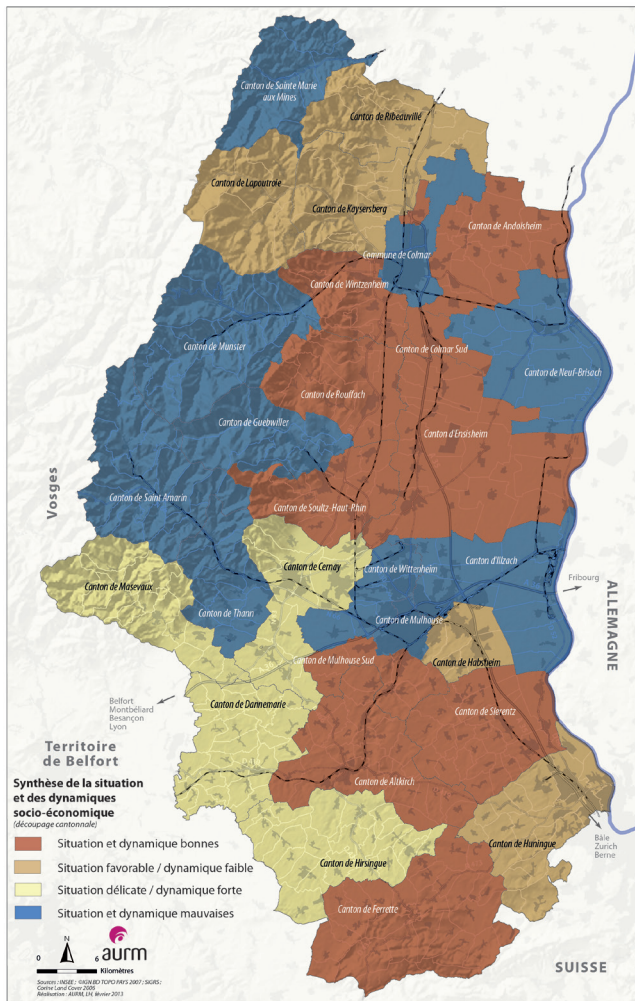
A la croisée des dynamiques socio-économiques entre 1999 et 2008 et la situation actuelle des territoires, il est possible de définir les territoires les plus problématiques, qui méritent une attention soutenue.

La typologie des territoires peut être ramenée à quatre groupes de cantons.

		Situation socio-économique actuelle			
		très favorable	favorable	délicate	difficile
Dynamiques socio-économiques entre 1999 et 2008	très fortes	Sierentz Mulhouse sud Colmar sud Andolsheim	Ensisheim Sultz Ht Rhin Rouffac	Dannemarie	
	fortes	Wintzenheim	Ferrette Altkirch	Masevaux Hirsingue	Cernay
	faibles	Kaysersberg	Lapoutroie Ribeauvillé Huningue	Munster Neuf Brisach	St Marie
	très faibles	Habsheim		Thann Wittenheim Illzach Colmar	Mulhouse Guebwiller St Amarin

1. Des territoires en bonne ou très bonne situation et qui connaissent des dynamiques fortes ou très fortes (en marron foncé sur la carte). A priori, il n'y a pas de problème, mis à part le fait que certains de ces territoires sont très résidentiels (socialement spécialisés) et donc fortement dépendants des revenus produits en d'autres lieux.

Typologie des territoires en fonction de leurs dynamiques et de leur situation présente



sont faibles voire régressives (en bleu sur la carte). Ce sont des territoires en crise réelle et qui demandent des actions spécifiques. Elles ne peuvent être de même nature partout parce que ces territoires sont hétérogènes et sont confrontés à des problématiques diverses qui ne peuvent être ici que résumées succinctement.

- Le milieu urbain, pour des raisons diverses, tend à être déserté par les entreprises industrielles. La spécialisation sur des activités tertiaires est à l'œuvre depuis de nombreuses années. Or, la tertiarisation de l'économie s'accompagne de revenus relativement faibles et d'une assez forte précarisation de l'emploi. Ce qui explique le constat d'une situation socio-économique dégradée. L'enjeu est donc double.

D'une part, attirer des «services supérieurs». Mais la spatialisation de ces activités joue plutôt à l'encontre des villes et agglomérations de taille moyenne. Concernant la ville de Mulhouse, la ZAC gare constituera une sorte de test. L'objectif est aussi de réussir à capter les actifs correspondant à ces activités supérieures, qui tendent plutôt à désertier les villes à l'image trop «populaire». De manière générale donc, pour ces villes et agglomérations, l'enjeu consiste à valoriser des ressources spécifiques comme une forte connectivité, la présence d'une université et de laboratoires de recherche performants, une «offre de ville» de grande qualité...

D'autre part, l'enjeu consiste à pouvoir retenir les activités industrielles à proximité des pôles urbains pour assurer une certaine diversité du tissu économique et des emplois proposés. Pour cela, une offre de qualité doit leur être proposée, ce qui peut passer par une restructuration de l'offre foncière et immobilière. L'interconnexion des différents pôles d'emploi peut aussi constituer une priorité.

- Les vallées vosgiennes sont également désertées par les activités industrielles « de masse ». Voir l'exemple de Wesserling. Le plus souvent, ces activités ont migré vers le piémont, ce qui permet tout de même de maintenir un certain volume d'emplois de proximité. Ce qui se profile relève d'une nouvelle articulation entre ces territoires et les pôles urbains qui leur sont proches car ces vallées ne sont plus, comme c'était le cas dans le passé, autonomes au plan de l'emploi. La mise en place du Tram-Train entre Mulhouse et la vallée de la Thur en est illustration. Le renforcement du maillage entre petites villes et pôles peut constituer un objectif. Pour que ces territoires ne soient pas condamnés à une logique résidentielle, la vocation des petites villes peut également être renforcée autour de compétences spécifiques, à l'exemple des métiers du bâtiment et des énergies renouvelables à Cernay.

- Les bords du Rhin connaissent une situation paradoxale avec des communes relativement aisées grâce à de grandes implantations industrielles, mais avec une situation socio-économique en voie de dégradation et relativement peu d'opportunités de diversification.

2. Des territoires qui sont en situation favorable mais qui présentent des dynamiques faibles voire très faibles (en marron clair). Il est possible d'anticiper et de dire que si ces dynamiques perdurent, ces territoires pourraient ne pas tarder à se retrouver dans une situation délicate... Cela vaut particulièrement pour les cantons d'Habsheim et de Huningue qui ne bénéficient ni de potentialités agricoles fortes, ni de patrimoine touristique important, contrairement à Kaysersberg et Lapoutroie.

3. Des territoires qui connaissent une situation actuelle délicate ou difficile mais qui connaissent des dynamiques socio-économiques positives (en jaune sur la carte). Pour ceux là, la question pourrait être de savoir comment amplifier les dynamiques à l'œuvre sans aboutir in fine à une « résidentialisation » trop exclusive de ces communes. Le maintien - quand il y a - des activités agricoles, le développement d'une économie touristique peuvent constituer des pistes à explorer.

4. Des territoires qui s'enfoncent dans la crise : leur situation est délicate ou difficile et les dynamiques

4. Que retenir de cette étude des dynamiques territoriales ?

Une recomposition économique et sociale est à l'œuvre sur certains territoires

Du point de vue des dynamiques socio-économiques, trois ensembles territoriaux ressortent. Au nord-ouest du département, les dynamiques socio-économiques sont faibles. Un « axe » ouest/est, à hauteur de Mulhouse, composé de cantons aux très faibles dynamiques, coupe en deux le fossé rhénan où les dynamiques socio-économiques sont beaucoup plus favorables.

Ce dynamisme est corrélé à la création d'établissements, elle-même en relation avec la dynamique de création d'emplois. À cet aspect quantitatif, s'ajoute un aspect qualitatif. Dans les territoires à fortes dynamiques, les emplois semblent demander des niveaux de formation plus élevés, ce qui témoigne probablement d'un changement dans la nature des activités qui tendent à devenir plus tertiaires. La part des Bac+ et des cadres croît alors, ce qui pose la question des personnes aux plus faibles niveaux de formation, qui peuvent être « disqualifiés » par cette nouvelle « concurrence ».

Un autre facteur joue un rôle important dans le dynamisme socio-économique des territoires : la variable démographique. Les territoires qui connaissent les dynamiques les plus favorables sont aussi ceux qui connaissent une augmentation de population. L'augmentation de la population due à un excédent naturel génère un certain nombre de demandes qui rendent viables de nouvelles activités. Quand elle est due à des apports de populations extérieures, la croissance démographique s'accompagne souvent de nouvelles aspirations qui appellent la mise en place de nouveaux services à la population.

Les territoires à dominante industrielle ne sont pas condamnés, mais il ne faut pas s'enfermer dans la mono-culture

Deux constats alimentent cette affirmation. D'une part, les cantons qui sont actuellement dans une situation socio-économique très favorable ou favorable sont nombreux à avoir une part d'industrie « dans la moyenne ». D'autre part, et à l'inverse, certains territoires en situation difficile ont une part d'industrie inférieure à la moyenne.

Les observations réalisées conduisent à penser que les territoires aux faibles dynamiques et à la situation sociale difficile aujourd'hui sont des cantons dont l'économie était ultra-spécialisée dans les activités industrielles. Et, de la même manière, être ultra-spécialisé dans des activités commerciales ou tertiaires engendre les mêmes problèmes.

Cette très forte spécialisation entraîne au moins deux conséquences connexes.

La première, est qu'en cas de crise ou de restructuration rapide de l'activité, l'économie locale n'a pas d'alternative. Dans les territoires fortement industriels, la crise est d'autant plus forte qu'il s'agit de mono-industrie, à l'exemple du textile qui dominait largement l'économie des vallées vosgiennes.

La seconde conséquence de la trop forte spécialisation est que la mono-culture domine le territoire. Les ressources cognitives manquent dans ce cas pour envisager d'autres possibles qui permettraient au territoire de se redéployer.

Ce constat conduit à une proposition forte. Il peut être contreproductif de former les jeunes en fonction des « besoins » actuels, immédiats, des entreprises locales. D'une part, ces « besoins » peuvent être en décalage par rapport aux « besoins » des entreprises du secteur tout entier. D'autre part, les « besoins » identifiés sont ceux d'aujourd'hui et non de demain. Former des jeunes à un niveau insuffisant de qualification ou dans un nombre réduit de métiers ou de secteurs peut donc les conduire à être faiblement employables à terme.

L'industrie textile en fournit un bon exemple. Jusqu'à dans les années 70, on y a formé le plus souvent les personnes sur le tas et pour des tâches très spécifiques et au faible niveau de qualification, pour des produits cotonniers. Et ce alors que le textile, au niveau mondial, se tournait vers les fibres synthétiques et que l'automatisation nécessitait plus de conducteurs de machines que d'ouvriers spécialisés.

De là découle également la nécessité d'élever le niveau de formation générale de la population pour ne pas enfermer les publics jeunes dans une voie qui peut rapidement s'avérer obsolète.

Mixité économique et mixité sociale sont des objectifs conjoints

L'étude de la situation socio-économique actuelle des cantons montre deux choses. Premièrement, les cantons qui connaissent la meilleure situation tendent à avoir un tissu commercial fort et un tissu industriel plus faible que la moyenne. L'erreur serait de penser qu'il n'y a qu'à favoriser le développement commercial sur son territoire pour que tout s'arrange. En effet -second point- les territoires qui sont en bonne situation socio-économique ont généralement une part « normale » d'activités industrielles. Ce qui tend à confirmer que présence d'industries et situation sociale difficile ne vont pas systématiquement de pair. Le profil d'un canton en bonne situation socio-économique est fait, là encore, de mixité des activités industrielles, commerciales et servicielles. D'ailleurs, des cantons aux

activités commerciales sur-représentées peuvent être en situation socio-économique difficile. Commerce (ou faible présence d'industries) et situation favorable ne sont donc pas automatiquement liés.

L'analyse révèle que la très bonne situation socio-économique de certains cantons n'est pas tant liée à la nature de leur tissu économique qu'à la composition sociale de leur population. Pour faire simple, certains cantons concentrent les cadres, diplômés, en activité et aux revenus élevés, qui autorisent le développement d'activités commerciales qui se trouvent du coup sur-représentées. Ces territoires ont un profil résidentiel élevé, c'est à dire qu'ils vivent le plus souvent des revenus produits sur d'autres territoires.

A l'inverse, d'autres cantons ont un profil de population « ouvrier », nettement moins qualifiée, plus souvent au chômage et logiquement au niveau de richesse nettement moindre.

Une logique de ségrégation socio-spatiale est à l'œuvre telle que la contribution des territoires à la production de richesse et le niveau de vie sont découplés. Les territoires qui vivent des revenus captés sur les lieux de production sont tributaires de la santé économique de ces derniers. Un accroissement des difficultés économiques (i.e. des entreprises), quelques fermetures de sites importants pourraient conduire des territoires actuellement florissants à se désertifier rapidement. Une forte concentration de population au profil plus défavorisé tend à jouer un rôle de repoussoir pour des populations plus favorisées. Or, on a vu que les territoires qui connaissent les dynamiques les plus positives sont ceux qui accueillent plus de population, une population plus qualifiée formée de davantage de cadres. Une concentration de ces derniers sur certains territoires peut signifier comme un cercle vicieux pour les autres. Cela fragilise l'ensemble des territoires.

La question est donc de savoir comment organiser au mieux l'accueil des entreprises comme des populations.

Faut-il, au niveau des documents de planification urbaine par exemple, favoriser (ou laisser se constituer) l'entre-soi social ou au contraire chercher à organiser une certaine forme de mixité sociale ? A quelle échelle cette mixité devrait-elle être recherchée : du quartier, de la commune, de l'intercommunalité ou d'un territoire encore plus large ? Dans les territoires, quelles aménités « urbaines » développer ou mettre en place pour attirer ou maintenir une population ?

Il en va de même avec les activités. Une tendance à la spécialisation économique des territoires a été relevée, qui peut conduire à de nouvelles formes de mono-culture. Comment et à quelle échelle organiser une certaine mixité des activités ?

On notera de ce point de vue que les territoires urbains, plus généralement les grandes villes, forment un cas à part car elles sont désertées depuis longtemps par les activités industrielles qui leur préfèrent la périphérie. Y organiser la mixité des activités constitue donc une gageure. Pour limiter les effets de cette désaffection, la question de l'organisation du tissu économique doit être posée au niveau de l'agglomération, voire à un échelon plus grand encore.

Trois façons de penser les relations entre territoires

L'intérêt de ce travail est encore de montrer que certains territoires présentent des problématiques communes. Quatre types de territoires ont ainsi pu être distingués. Au sein de chacun de ces types, les situations de tel ou tel canton ou commune bien sûr diffèrent et appellent des solutions différentes, adaptées, mais qui renvoient à une question centrale : le type de relations que les territoires veulent entretenir entre eux.

L'enjeu central réside dans la façon de penser les relations entre territoires. Pour faire simple, trois grandes possibilités sont ouvertes.

La première consisterait à penser le Sud Alsace comme un « archipel » de territoires indépendants, plus ou moins fermés les uns aux autres. Dans cette optique, il existe bien sûr des liaisons fonctionnelles entre territoires, mais chacun définit seul ses objectifs. Dans ce cadre, l'entre-soi social que l'on voit se constituer peut perdurer.

La deuxième reprendrait à son compte l'approche centre/périphérie. Le renforcement du centre est alors censé produire des effets de percolation sur sa périphérie. Le développement des centralités secondaires entraînerait à son tour des effets positifs sur les plus petites communes alentours. Dans ce cas, les relations entre territoires sont essentiellement d'ordre hiérarchique.

La troisième prend date des changements à l'œuvre sur le territoire national, dont témoignent les travaux prospectifs de la DATAR à l'horizon 2040. Dans une vision métropolitaine, il s'agit alors d'organiser un maillage des territoires. Mais il ne s'agit pas (ou pas uniquement) d'améliorer les liaisons fonctionnelles (route, trains, bus, etc.) entre eux. Il s'agit de faire en sorte que ces territoires se conçoivent comme un territoire de vie qui doit rechercher une plus grande cohérence. Cela suppose d'une part que ce territoire « fasse sens » pour la population ; d'autre part, que des espaces de dialogue soient ouverts pour que les territoires débattent ensemble de leur avenir commun, afin de faire en sorte que la concurrence territoriale (possibilité n°1) laisse place à des formes renouvelées de coopération territoriale.

ANNEXES

Tableau 1. Evolutions socio-économiques des cantons entre 1999 et 2008

	Territoires	Evol part CSP+ actifs 99-2008	Evol part CFM 99- 2008	évol part sans diplôme 1999- 2008	évol part Bac ou plus 1999-2008	Evol partchomeurs 15-64 ans 1999- 2008	SCORE
Dynamiques fortes	très fortes						
	Canton de Dannemarie	1,57	0,18	-1,42	1,50	-0,06	7
	Canton de Colmar Sud	-1,14	3,21	-1,50	2,31	-1,55	6
	Canton de Sierentz	3,12	0,42	-2,66	2,57	0,51	6
	Canton de Rouffach	0,95	-0,55	-2,71	3,97	-0,92	6
	Canton de Soultz-Haut-Rhin	0,28	1,00	-0,12	0,28	-0,73	6
	Canton de Mulhouse Sud	1,59	0,50	0,60	0,63	-0,87	5
	Canton de Andolsheim	2,17	-1,21	-0,16	0,70	-0,96	4
	Canton d'Ensisheim	0,47	-0,71	-1,13	1,39	-0,17	4
Dynamiques faibles	fortes						
	Canton de Cernay	1,09	0,29	-0,86	0,22	0,71	3
	Canton de Ferrette	0,99	1,61	-2,57	-0,67	0,03	3
	Canton de Masevaux	-1,21	-1,30	-1,94	1,10	-1,13	2
	Canton de Altkirch	0,96	-0,18	-0,84	0,68	0,29	1
	Canton de Wintzenheim	-0,18	0,43	-0,36	-0,49	-0,51	1
	Canton de Hirsingue	1,63	-0,39	-0,66	0,04	1,08	1
	faibles						
Dynamiques très faibles	Canton de Lapoutroie	-1,56	1,65	1,62	-0,44	-1,31	0
	Canton de Ribeauvillé	-0,70	-0,21	-2,62	0,59	0,16	0
	Canton de Huningue	2,96	-0,01	1,09	1,09	1,79	-1
	Canton de Neuf-Brisach	-1,36	-0,55	0,78	0,13	-1,62	-1
	Canton de Sainte Marie aux Mines	-2,62	0,78	2,39	-0,93	-1,27	-1
	Canton de Kayersberg	-0,02	-0,12	0,77	-1,12	-1,06	-2
	Canton de Munster	-1,38	-1,32	-1,87	0,33	0,01	-2
	très faibles						
Dynamiques très faibles	Canton de Thann	-0,57	-1,24	-0,29	-1,25	-0,40	-3
	Canton d'Illzach	-1,32	0,53	2,68	-1,21	-0,02	-4
	Canton de Habsheim	0,42	-0,03	2,70	-1,11	0,50	-4
	Canton de Wittenheim	-0,95	-0,53	0,61	-0,70	0,05	-5
	Canton de Saint Amarin	-1,02	-1,10	-2,05	-2,03	1,85	-5
	Commune de Colmar	-1,15	0,56	2,18	-2,24	0,93	-6
	Canton de Guebwiller	-1,49	-0,90	0,37	-1,63	0,56	-8
	Commune de Mulhouse	-1,56	-0,77	7,97	-3,71	4,09	-10

Les cantons du premier groupe se démarquent des autres par au moins une évolution supérieure à la normale (en rouge) et n'ont pas plus d'une variable dont la variation est négative.

Dans le second groupe, les cantons ont deux variables négatives ou aucune variable significativement positive.

Dans le troisième, les cantons dont les variations sont négatives pour au moins 3 variables.

Dans le 4ème, une majorité de variations négatives significatives (en vert).

Les variations au-delà ou en deçà de la normale ont été affectées d'un coefficient 2.

Tableau 2. Situation socio-économique des cantons en 2008

	Territoires	Part foyers fiscaux imposables 2009	Part chômeurs 15-64 ans dans actifs 2008	Part CFM 2008	Part CSP+ actifs 2008	Part pop 15 ans ou + sans diplôme 2008	Part pop 15 ans ou + BAC ou plus 2008	Taux d'activité 15-64 ans 2008	SCORE
Situation très favorable	Canton de Andolsheim	7,39	-2,73	0,87	3,16	-6,21	5,44	2,38	13
	Canton de Colmar Sud	8,04	-3,29	3,71	-1,72	-5,80	3,86	3,43	10
	Canton de Habsheim	5,65	0,24	1,35	5,77	-5,37	9,17	0,63	10
	Canton de Mulhouse Sud	7,76	-1,99	1,75	10,27	-7,20	10,40	-3,48	9
	Canton de Wintzenheim	6,19	-2,85	0,18	5,70	-6,06	7,74	0,65	12
	Canton de Kayersberg	2,93	-2,89	-1,04	3,11	-2,80	3,72	1,68	7
	Canton de Sierentz	10,27	-2,29	-0,16	2,68	-3,05	2,92	2,30	8
Situation favorable	Canton de Ferrette	5,14	-2,08	0,12	-3,63	1,79	-6,44	2,08	1
	Canton de Lapoutroie	-1,86	-2,99	0,52	-0,06	0,86	-0,82	2,21	1
	Canton de Ribeauvillé	-1,75	-1,33	-0,72	1,18	-1,44	1,10	2,04	4
	Canton de Huningue	5,34	1,70	1,03	1,79	2,13	-0,08	0,91	3
	Canton de Altkirch	2,19	-1,09	-0,48	1,20	-2,03	1,74	0,86	5
	Canton de Rouffach	2,19	-3,58	-1,85	0,33	-2,97	7,68	-0,24	4
	Canton de Soultz-Haut-Rhin	0,19	-0,67	0,44	-0,55	0,02	0,91	-0,46	1
	Canton d'Ensisheim	2,97	-1,21	-0,36	-3,27	-0,95	-1,32	0,58	0
Situation délicate	Canton de Dannemarie	-3,01	-1,29	-1,51	-1,55	0,29	-3,03	1,18	-4
	Canton de Masevaux	-1,82	-1,20	-1,71	-2,20	-2,38	-2,43	-1,13	-4
	Canton de Hirsingue	0,63	-0,84	-1,75	-1,76	3,47	-6,30	0,34	-4
	Canton de Munster	-4,86	-0,55	-2,02	-0,92	-2,46	-1,70	1,09	-3
	Canton de Neuf-Brisach	1,02	-0,49	-0,32	-4,48	0,79	-3,39	1,78	-1
	Canton de Thann	-3,34	1,05	0,05	-0,05	1,55	-1,76	-0,72	-5
	Canton de Wittenheim	-1,33	2,17	0,13	-1,68	2,59	-2,78	-2,20	-6
	Canton d'Illzach	0,78	0,73	0,35	-2,91	0,33	-1,81	-0,92	-4
Situation difficile	Commune de Colmar	-8,46	5,07	1,06	0,08	2,66	2,68	-0,70	-2
	Canton de Ste Marie aux Mines	-11,74	3,68	-0,09	-5,05	7,32	-8,85	-2,14	-13
	Commune de Mulhouse	-18,44	13,44	1,94	-1,48	14,00	-3,66	-6,59	-8
	Canton de Guebwiller	-5,54	2,41	-0,21	-1,10	4,24	-0,15	-0,93	-10
	Canton de Cernay	-1,99	2,35	1,16	-0,85	3,91	-3,47	-2,84	-7
	Canton de Saint Amarin	-4,56	0,51	-2,44	-2,03	2,76	-9,34	-1,78	-10

Font partie du premier groupe les cantons qui ont au moins 3 variables significativement élevées. Dans le second, les cantons où une majorité de variables sont favorables. Dans le 3ème, ceux qui présentent une majorité de variables inférieures à la normale et enfin, dans la 4ème groupe, les cantons où au moins 3 des variables sont significativement inférieures à la moyenne.

Les variations au-delà ou en deçà de la normale ont été affectées d'un coefficient 2.

NOTES

1) Dans un premier temps, pour chaque indicateur, la moyenne et l'écart moyen à la moyenne ont été calculés. Il a ainsi été possible de voir dans quel canton l'évolution avait été plus ou moins forte.

Pour chaque indicateur, la note 1 ou -1 a été attribuée quand le canton était dans l'écart moyen mais au dessus ou en deça de la moyenne. La note 2 ou -2 a été attribuée quand l'écart était significativement inférieur ou supérieur à l'écart moyen.

2) Plus précisément 27 cantons auxquels s'ajoutent les communes de Colmar et Mulhouse. Pour simplifier, nous parlerons de 29 cantons.

3) Toutes les variables liées à l'évolution du territoire ont été croisées entre elles. Le tableau ci-dessous indique le coefficient de corrélation entre variables. Compte tenu du faible échantillon et des écarts types importants, le choix a été fait de ne retenir que les coefficients supérieurs à 0,3 pour l'analyse.

Variables	CSP +	CFM	ss diplôme	Bac et +	chomeurs	evol pop	emploi salarié	evol Ets
CSP+		0	0,12	0,28	0,01	0	0	0,05
CFM			0	0,03	0,08	0,13	0,31	0,27
ss diplôme				0,46	0,17	0	0,01	0,17
Bac et +					0,23	0	0,14	0,34
chômeurs						0	0,12	0,13
evol pop							0	0,18
emploi salarié								0,6
evol Ets								

Coefficients de corrélation entre variables socio-économiques

4) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et l'évolution des établissements privés. Par exemple, pour les cantons qui connaissent une très forte dynamique, la première ligne indique le nombre de cantons concernés et la seconde, les effectifs théoriques, c'est-à-dire le nombre de cantons qui devrait apparaître si la répartition était aléatoire.

Compte tenu de la faiblesse de l'échantillon, ces croisements ne peuvent servir que d'indication.

dynamiques socio-économiques

Evolution 1999/2008 des établissements privés

	supérieure à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieure à l'écart moyen	Total
très fortes	3	5	0	8
eff. théoriques	1,1	4,4	2,5	
fortes	1	5	0	6
eff. théoriques	0,8	3,3	1,9	
faibles	0	4	3	7
eff. théoriques	1	3,9	2,2	
très faibles	0	2	6	8
eff. théoriques	1,1	4,4	2,5	
Total	4	16	9	29
Fréquence	0,14	0,55	0,31	

Evolution 1999/2008 des emplois

dynamiques socio-économiques

	supérieure à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieure à l'écart moyen	Total
très fortes	3	3	2	8
eff. théoriques	1,1	5,3	1,7	
fortes	0	6	0	6
eff. théoriques	0,8	3,9	1,2	
faibles	0	5	2	7
eff. théoriques	1	4,6	1,5	
très faibles	1	5	2	8
eff. théoriques	1,1	5,2	1,7	
Total	4	19	6	29
Fréquence	0,14	0,66	0,21	

5) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et l'évolution des emplois salariés privés.

6) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et l'évolution de la population.

dynamiques socio-économiques

Evolution 1999/2008 de la population

	supérieure à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieure à l'écart moyen	Total
très fortes	3	4	1	
eff. théoriques	1	4	1	8
fortes	1	5	0	
eff. théoriques	0,8	4,3	0,8	6
faibles	0	6	1	
eff. théoriques	1	5,1	1	7
très faibles	0	6	2	
eff. théoriques	1	4	1	8
Total	4	21	4	29
Fréquence	0,14	0,72	0,14	

7) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et le poids de l'industrie (mesuré en termes d'effectifs salariés)

Situation socio-économique 2008

Poids de l'industrie

	supérieur à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieur à l'écart moyen	Total
très favorable	0	3	4	7
eff. théoriques	1,19	3,57	2,17	
favorable	1	7	0	8
eff. théoriques	1,36	4,08	2,48	
délicate	3	3	3	9
eff. théoriques	1,53	4,59	2,79	
difficile	1	2	2	5
eff. théoriques	0,85	2,55	1,55	
Total	5	15	9	29
Fréquence	0,17	0,51	0,31	

8) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et le poids du commerce (mesuré en termes d'effectifs salariés)

Situation socio-économique 2008

Poids du commerce

	supérieur à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieur à l'écart moyen	Total
très favorable	4	3	0	7
eff. théoriques	2,17	3,64	1,19	
favorable	0	6	2	8
eff. théoriques	2,48	4,16	1,36	
délicate	1	6	2	9
eff. théoriques	2,79	4,68	1,53	
difficile	0	3	2	5
eff. théoriques	1,55	2,6	0,85	
Total	5	18	6	29
Fréquence	0,31	0,52	0,17	

9) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et le poids des services (mesuré en termes d'effectifs salariés)

Situation socio-économique 2008	Poids des services			
		supérieur à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieur à l'écart moyen
	très favorable	3	2	2
	eff. théoriques	1,7	4,1	1,2
	favorable	1	7	0
	eff. théoriques	1,9	4,7	1,4
	délicate	2	6	1
	eff. théoriques	2,2	5,3	1,6
	difficile	2	3	0
	eff. théoriques	1,2	2,9	0,9
	Total	7	17	5
	Fréquence	0,241	0,586	0,172

10) Ce tableau croise la dynamique socio-économique et le poids de la construction (mesuré en termes d'effectifs salariés)

Situation socio-économique 2008	Poids de la construction			
		supérieur à l'écart moyen	dans la moyenne	inférieur à l'écart moyen
	très favorable	1	4	2
	eff. théoriques	1,7	4,1	1,2
	favorable	2	4	2
	eff. théoriques	1,9	4,7	1,4
	délicate	3	5	1
	eff. théoriques	2,2	5,3	1,6
	difficile	1	4	0
	eff. théoriques	1,2	2,9	0,9
	Total	7	17	5
	Fréquence	0,241	0,586	0,172

11) Toutes les variables liées à la situation socio-économique du territoires ont été croisées entre elles ainsi qu'avec le poids des différentes activités. Le tableau ci-dessous indique le coefficient de corrélation entre variables. Compte tenu du faible échantillon et des écarts types importants, le choix a été fait de ne retenir que les coefficients supérieurs à 0.3 pour l'analyse.

Variables	ss diplôme	Bac+	commerce	foyers fiscaux	construction	Etablissements	chômeurs	tx activ.	Industrie
CSP+	0,36	0,69	0,36	0,24	0	0,01	0,07	0	0,13
ss diplôme		0,53	0,21	0,68	0,12	0,01	0,69	0,35	0
Bac+			0,22	0,32	0	0,04	0,14	0,05	0,08
commerce				0,2	0,09	0	0,03	0	0,39
foyers fiscaux					0,15	0,17	0,63	0,4	0
construction						0	0,13	0,2	0,19
Etablissements							0,01	0,03	0,06
chômeurs								0,57	0,04
tx activ.									0
Industrie									

Coefficients de corrélation entre variables



DÉVELOPPER
ANIMER
CONTRIBUER
RÉDUIRE
ACCUEILLIR

